Des journalistes formés aux enjeux sanitaires de l'eau de boisson consommation au Bénin

À Cotonou, le vendredi 13 juin 2025, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN Bénin) a tenu la quatrième édition de ses rencontres périodiques, consacrée cette fois aux problèmes sanitaires liés à l'eau de consommation. Le thème retenu : « Eau de boisson au Bénin : défis et perspectives pour la santé des populations », a réuni plusieurs journalistes autour d'une problématique majeure de santé publique.



Au cœur des échanges, l'intervention du Dr Firmin Adandédji, chercheur à l'Institut National de l'Eau (INE), a apporté un éclairage scientifique sur la situation actuelle. Il a présenté des résultats de recherches qui confirment une qualité de l'eau préoccupante pour une large partie des Béninois. En 2022, seuls 67,4 % de la population bénéficiaient d'un service de base en eau potable — un chiffre inférieur à

la moyenne régionale — et moins de 20 % disposaient d'installations sanitaires sécurisées.

Les causes de la pollution de l'eau sont multiples et bien identifiées. Elles incluent les rejets domestiques non traités, une gestion inefficace des déchets, la défécation à l'air libre et l'insalubrité des alentours des points d'eau. S'y ajoutent les forages privés non autorisés, qui fournissent souvent une eau distribuée sans contrôle sanitaire.

Des analyses menées à Abomey-Calavi ont révélé que plus de 30 % des puits y sont contaminés. Dans des quartiers tels qu'Agori, Cité-la-Victoire ou Jouhadié, la présence de coliformes fécaux dans l'eau de consommation a été constatée. Cette situation est en grande partie due au non-respect des distances réglementaires entre latrines et points d'eau.

À Djougou, les données sanitaires mettent en évidence l'exposition élevée des enfants de 1 à 14 ans à des maladies hydriques. Diarrhées, dermatoses et fièvre typhoïde y sont couramment observées, confirmant l'impact direct de la mauvaise qualité de l'eau sur la santé des populations les plus vulnérables.

Par cette initiative, le REMAPSEN Bénin entend renforcer les capacités des journalistes afin qu'ils puissent mieux relayer ces enjeux auprès du grand public et contribuer à une meilleure sensibilisation autour des problématiques de l'eau et de la santé.

Megan Valère SOSSOU

Cotonou : le REMAPSEN Bénin restitue les enseignements du Forum des Médias de Dakar

La Coordination Bénin du Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (Remapsen Bénin) a tenu, le samedi 12 avril à Cotonou, un atelier de restitution du Forum des Médias de Dakar, organisé en décembre 2024. Soutenue par le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM) et l'organisation Speak Up Africa, cette rencontre a rassemblé de nombreux acteurs à savoir : des représentants gouvernementaux, des experts, des journalistes membres de la coordination et des militants des droits humains.



Participants en pleine séance

A l'ouverture, Michaël Tchokpodo, coordonnateur du Remapsen Bénin, a rappelé que cette restitution répond à une recommandation issue du Forum de Dakar, organisé avec l'appui technique et financier de l'ONU Femmes et des Fonds français Muskoka. Ce forum, tenu du 4 au 6 décembre 2024, portait sur le thème : « Élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : respect des droits humains et autonomisation ».

« Cette rencontre a mis en lumière les multiples visages de la violence que subissent les femmes et les filles, qu'elle soit physique, psychologique, économique ou institutionnelle. Elle a également rappelé que l'autonomisation des femmes est l'un des leviers essentiels pour briser le cycle des violences », a-t-il souligné, saluant par la même occasion les efforts du gouvernement béninois, à travers le MASM, dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Speak Up Africa en soutien au REMAPSEN Bénin

Prenant la parole à son tour, Franz Okey, conseiller régional de Speak Up Africa, a mis en avant la collaboration stratégique entre son organisation et le Remapsen. « Le premier réseau des médias avec lequel nous travaillons à amplifier notre projet ''Voix EssentiElles'' est le Remapsen », a-t-il déclaré en précisant que ledit projet vise à combler le manque d'attention et de financement pour les organisations de la société civile, en particulier celles dirigées par des femmes.

×

Cérémonie d'ouverture

Franz Okey a également lancé un appel clair à l'endroit des professionnels des médias : « La gent féminine reste un maillon essentiel dans notre action au quotidien… Au-delà de la restitution, vous devez travailler véritablement à amplifier l'action publique mais aussi à aller vers des spécificités dans vos productions médiatiques pour que l'action soit plus commune et holistique… »

Représentant la ministre des Affaires sociales et de la Microfinance, Anice Gambari Adam Akpékou, directrice générale de la Promotion de la Femme et du Genre, a félicité le Remapsen Bénin pour cette initiative. Elle a souligné la pertinence du thème, en lien avec les enjeux actuels au Bénin.

Une initiative qui vient à point nommé

« Au cours des cinq dernières années, le Bénin a réalisé des avancées significatives en matière de promotion des droits des femmes, de l'égalité de genre, et de l'autonomisation », a-t-elle affirmé. Elle a aussi mis l'accent sur le rôle des médias dans l'éradication des violences faites aux femmes et dans la construction d'une société plus juste. La directrice n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude à l'endroit des partenaires ayant contribué au succès du forum de Dakar, notamment l'ONU

Femmes et les Fonds français Muskoka.



Vue d'ensemble des participants

Les participants ont par la suite pris connaissance des principales recommandations du forum de Dakar ainsi que deux distinctions décrochées par le Bénin : le prix de la « Meilleure journaliste radio » et le troisième prix de « Meilleure coordination ».

Une communication sur « les avancées du Bénin en matière d'autonomisation des femmes et des filles », présenté par Anice Gambari Adam Akpékou, a permis de découvrir les efforts entrepris au Bénin en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Le panel de discussion qui a suivi a porté sur le rôle des médias et des organisations de la société civile dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Plusieurs experts ont contribué aux échanges partageant des connaissances et expériences avec le public présent.

Les différentes parties prenantes ont pris connaissance des résultats des travaux du forum de Dakar et ont échangé sur les voies et moyens pour maintenir le cap dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles tout en œuvrant pour leur autonomisation.

Megan Valère SOSSOU

Don

d'infrastructures

sociocommunautaires à l'EPP Dakpararou : l'association Palmier Bénin accompagne le développement local à Parakou

Dans le cadre du projet Amélioration des conditions sanitaires et de l'accès à l'eau potable, l'association Palmier Bénin soutenue par l'association Palmier Suisse, a doté le public scolaire de Dakpararou de plusieurs ouvrages d'hygiène et d'assainissement. La réception desdits ouvrages a eu lieu ce vendredi 11 avril 2025 dans l'enceinte de l'Ecole Primaire Publique Dakpararou à Nikki kpérou, dans le 3ème arrondissement de Parakou. Elle a connu la présence de l'équipe projet, d'une délégation de la Mairie avec à sa tête le maire Inoussa Chabi Zimé, et des bénéficiaires qui sont massivement sortis pour exprimer leur gratitude envers les donateurs.

×

bty

La grande satisfaction observée dans le rang des bénéficiaires est à la hauteur des réalisations : construction d'un bloc de latrines à quatre (04) cabines VIP, construction d'une cantine scolaire, réfection d'un bloc de latrines à quatre (04) cabines VIP, réalisation d'un forage équipé de pompe à motricité humaine, mise en place d'un jardin potager, dotation de quatre (04) dispositifs de lave main, réalisation d'un bloc composé de deux (02) latrines et deux (02) douches, pour ne citer que celles-là. Des réalisations qui viennent mettre fin aux mauvaises conditions de vie et de travail des acteurs de cette école où des latrines et cantine étaient construites en matériaux précaires, ne répondant à aucune norme d'hygiène et d'assainissement.

Après avoir parcouru les différents ouvrages, le maire Inoussa

Chabi Zimé n'a pas caché sa satisfaction. Le premier citoyen de la ville de Parakou a, au nom du Conseil municipal, témoigné sa reconnaissance à l'association Palmier Bénin et son partenaire qui, à travers ces réalisations, accompagnent ainsi les efforts de développement au niveau local. « La Mairie à elle seule ne peut pas répondre aux attentes des populations. Il faut l'accompagnement des bonnes volontés comme l'Association Palmier Bénin, pour qu'ensemble nous puissions subvenir aux besoins de nos populations », a-t-il laissé entendre.

×

Cantine avant / Cantine après (Palmier Bénin)

Pour Fidèle Sanni Sinagourigui, président de Palmier Bénin, ce projet vise à accompagner le développement du Bénin en général et de la commune de Parakou en particulier. « Ce qui a été réalisé répond à notre devise : parler moins, agir plus ! » a-t-il clamé. « C'est l'occasion pour nous de remercier nos partenaires, en particulier l'association sœur Palmier Suisse, qui nous accompagne dans la plupart des actions que nous menons au Bénin » a-t-il ajouté. Fidèle Sanni Sinangourigui rassure que des comités de gestion seront mis en place pour assurer le suivi des différents ouvrages.

Le maire Inoussa Chabi Zimé a invité les responsables de l'école, ainsi que les apprenants et parents d'élèves à faire bon usage des ouvrages qui leur ont été réalisés car, prévient-il, c'est la seule condition de bénéficier à nouveau de la confiance des partenaires et de nouvelles autres réalisations surtout que des attentes restent encore à combler. Mais Yacoubou Soumanou, directeur de l'Ecole Primaire Publique Dakpararou, rassure : « Nous vous promettons de faire bon usage de toutes ces infrastructures ».

×

Equipe Palmier Bénin et le Maire de Parakou A travers ces dons, l'association Palmier Bénin et son principal partenaire Palmier Suisse contribuent non seulement au développement local à Parakou, mais aussi à l'atteinte des objectifs de développement durable, notamment l'accès à une éducation de qualité, à une bonne santé, à l'eau potable et l'assainissement.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Amélioration de la nutrition à travers l'augmentation des rendements agricoles : le projet CASCADE change les pratiques de production des communautés béninoises.

A Tanguiéta dans le département de l'Atacora, les acteurs de la filière riz ont désormais de quoi se réjouir. Avec l'introduction de nouvelles techniques et outils propres à l'approche Farmers Field Business School (FFBS), les estimations en termes de tonnage ont largement augmenté grâce au projet CASCADE;. Plus de quatre (04) tonnes à l'hectare au cours de la campagne 2024 contre deux (02) tonnes par le passé.



Champ d'expérimentation de l'approche FFBS de la coopérative des producteurs de riz de Sonta, commune de Tanguiéta L'Atacora est l'un des départements d'intervention du projet CASCADE, réputé pour la production du riz local. Ce riz riche en nutriments et prisé par les populations, est devenu de plus en plus rare sur le marché. Cet état de chose est dû aux facteurs tels que les variations climatiques et les techniques de production désuètes. Avec l'avènement du projet CASCADE, le secteur rizicole dans l'Atacora renait de ses cendres, avec l'approche FFBS. Farmers Field Business School (FFBS) est une approche d'apprentissage par la pratique qui intègre pratiques d'agriculture durable, engagement sur le marché, genre, sécurité alimentaire et nutritionnelle, autonomisation des groupes vulnérables ainsi que le suivi et l'évaluation.

En 2024, la coopérative villageoise des producteurs de riz du village Sonta a adopté l'approche FFBS avec la mise en application de ses outils et techniques. Selon Pascaline KOUENE, secrétaire de la coopérative « cette première expérience est très positive. Les membres de notre coopérative sont satisfaits parce que nous avons augmenté le rendement et notre bien-être grâce à l'approche FFBS du projet CASCADE ».

Placée au cœur de tous les efforts, l'amélioration de la nutrition des femmes en âge de procréer et des enfants de 0 à 10 ans, est l'objectif principal poursuivi par le projet CASCADE. Par le passé, les producteurs ont tendance à brader presque toute leur production et faire face à des pénuries en période de soudure. Mais le projet CASCADE prône la priorisation de la consommation des produits par le producteur lui-même et la conservation d'une part pour la vente à un meilleur prix sur le marché. Pascaline KOUENE et sa coopérative ont pris conscience de cette nécessité et témoignent : « Les partenaires du projet CASCADE nous ont longtemps sensibilisé sur la nécessité pour nous de manger le riz que nous produisons au lieu d'aller tout vendre au marché à vil prix. D'ailleurs notre riz est de très bonne qualité et nous et nos familles devons en consommer ».

« La mise en œuvre de l'approche FFBS est une expérience réussie pour le projet CASCADE. Elle permet de regrouper les femmes autour du concret tout en renforçant leur capacité à mieux produire, à mieux vendre et à s'auto-suffire » témoigne Fiacre ALLADAYE, Chargé de projet CASCADE au sein de l'ONG ERAD, partenaire de CARE Bénin/Togo dans la mise en œuvre du hommes bien outillés pour une meilleure proiet. Des applicabilité des principes de l'approche qu'a introduit le projet CASCADE, mais c'est aussi une synergie bien structurée entre différents acteurs de la filière : « Nous avons mis en place un dispositif de pérennisation qui regroupe tous les acteurs à savoir : la DDAEP, l'ATDA/CCeC, les structures agréées en conseil agricole, les producteurs et les bénéficiaires qui sont les groupements de femmes...En dehors de cette organisation technique, le projet CASCADE a également mis à la disposition des unités de démonstration (UD), tous les intrants agricoles nécessaires à la production. Toutes les activités notamment l'application des innovations, déroulement des modules de formation et la définition des stratégies de réplication de l'approche, se sont déroulées sous le leadership des responsables de la DDAEP Atacora, de l'ATDA Pôle 3 et de ERAD ONG » a rajouté le Chargé de projet à ERAD ONG.

Pour bien se nourrir, la disponibilité des aliments est l'un des piliers importants. Renforcer ce pilier de la sécurité alimentaire, est devenu un défi important pour l'équipe du projet CASCADE. C'est ce qui fonde les partenariats avec les structures gouvernementales comme l'Agences territoriales de Développement Agricole (ATDA). Au sein de cette structure, les résultats obtenus à travers l'approche FFBS témoignent de la qualité de la synergie d'action. Selon Taofik TAPE BATTA, Chef de la Cellule Communale de Tanquiéta, l'approche FFBS est une innovante que l'ATDA découverte. Ιl approche a témoigne : « Nous sommes satisfaits par rapport aux résultats obtenus. Dans la zone, l'état des lieux montrait un rendement moyen qui tournait autour de deux (02) tonnes à l'hectare. Et lorsqu'on a mis en œuvre cette approche au niveau de la parcelle vulgarisée, nous sommes allés à quatre (04) tonnes à l'hectare. »

L'approche FFBS a été également appliquée dans d'autres communes du Bénin. A Nikki dans le Borgou et à Toviklin dans le Couffo, plusieurs groupements ont appliqué les techniques de cette approche, avec des résultats positifs enregistrés dans la production des fruits et légumes, de même que la production du niébé.

L'adoption des approches innovantes en termes de production agricole par les communautés leur ouvre ainsi les portes sur un avenir plus prometteur en termes de disponibilité alimentaire pour l'amélioration de la nutrition au sein des ménages Béninois. Chaque ménage s'engage donc à dupliquer l'approche pour la disponibilité alimentaire.

Bamidélé LAOUROU

Sécurité des soins au Bénin : l'ARS et Amnesty International œuvrent pour une charte des droits et devoirs des patients

L'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS), avec l'appui financier d'Amnesty International, a organisé un atelier de co-construction et de pré-validation de la charte des droits et devoirs des patients au Bénin. Cet événement, qui a démarré le 11 mars et s'est achevé le 14 mars 2025, a rassemblé divers acteurs : société civile, professionnels de la santé, médias, associations de défense des droits humains et experts.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne d'éducation aux droits à la santé suivie de plaidoyer institutionnel conduite par Amnesty International. Selon Eric-Orion Biao, coordonnateur Éducation aux Droits Humains à Amnesty International, ce projet de charte faisait déjà partie des priorités de l'ARS dans son programme de renforcement du dispositif de sécurité des patients au Bénin. « Amnesty International nourrissait une profonde ambition pour sa concrétisation », a-t-il souligné avant d'expliquer que cette charte aura pour objectif de faire des patients et patientes des acteurs et actrices actifs et actives de leur propre santé.

Un document consensuel et participatif

Durant trois jours d'échanges, de communications et de travaux de groupe, les participants ont identifié 16 droits et 8 devoirs pour le projet de charte, ainsi qu'un plan national de vulgarisation.

Pour Enock Boni, juriste expert en droit de la santé à l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS), « le patient a des droits, mais il a aussi des devoirs. Or, la plupart des citoyens ignorent leurs droits en matière de soins de santé, ce qui limite leur capacité à les faire valoir. »

Selon lui, l'initiative vise à doter les établissements de santé d'une charte unique, harmonisée et standardisée. Ainsi, les droits des patients resteront identiques dans tous les centres de santé du pays, garantissant un traitement équitable et respectueux. « Posséder un droit sans le connaître, c'est presque ne pas l'avoir », a-t-il insisté.

Dagbeto Dieudonné, directeur exécutif d'Amnesty International Bénin, est revenu sur les motivations de cette initiative lors de la pré-validation des documents. Il explique : « Amnesty International a commandité en 2023 une étude qui a révélé

plusieurs situations peu reluisantes, notamment une relation parfois tendue entre certains patients et certains professionnels de la santé, ce qui impacte la qualité des soins offerts. » Amnesty International Bénin reste engagé à poursuivre les prochaines étapes, notamment la finalisation, la signature et la vulgarisation de la charte pour la sécurité des patients au Bénin.

Pour Elisée Sessi Kinkpé, chargée de mission et représentant le ministre de la Santé, cette charte constitue un outil indispensable pour améliorer l'offre de soins de santé au Bénin.

Depuis le 28 mars 2024, un dispositif de sécurité des patients a été déployé dans tous les établissements de santé au Bénin par l'ARS. Son président, le Pr Lucien Dossou-Gbèté, a salué l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration de cette charte : « Vous apportez la preuve de la bonne compréhension et de l'importance que revêt la sécurité des patients. (...) C'est ensemble que nous pouvons enrichir ce projet de charte et garantir qu'il réponde aux besoins et aux aspirations des parties prenantes. »

Une implication nécessaire des professionnels de santé

L'un des participants, Odelvis Camille Santos, médecin généraliste et membre de la commission d'écoute client de l'hôpital Saint-Martin de Papane à Tchaourou, a appelé les professionnels de santé à voir cette charte non pas comme une contrainte, mais comme un levier pour améliorer la qualité des soins. Il les invite à s'approprier son contenu afin d'en assurer une mise en œuvre efficace.

L'atelier de co-construction et de pré-validation de la charte des droits et devoirs des patients a permis d'élaborer une charte et un plan national de vulgarisation, deux outils qui contribueront à renforcer la protection des patients et à promouvoir un accès équitable à des soins de qualité au Bénin.

La balle est désormais dans le camp des autorités et des acteurs de la santé pour assurer la mise en application effective de cette charte dans tout le pays après sa validation définitive.

Megan Valère SOSSOU

Lancement du programme Voix EssentiELES au Bénin : une nouvelle ère pour l'inclusion et le leadership des femmes

Ce mercredi 12 mars 2025, la Salle Cèdre de l'hôtel Golden Tulip de Cotonou a accueilli le lancement de la deuxième phase du programme Voix EssentiELLES au Bénin, initié par Speak Up Africa avec le soutien financier du Fonds Mondial et de la Fondation CHANNEL. Placée sous le signe d'une solidarité renforcée entre partenaires, cette nouvelle phase vise à amplifier l'impact du programme au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire.



Frantz Oke, Coordonnateur de Speak Up Africa Bénin, a ouvert la rencontre en souhaitant la bienvenue aux partenaires, aux bénéficiaires et aux représentants des médias. Il a ensuite présenté Speak Up Africa, une organisation engagée dans la transformation sociale et le renforcement du leadership des femmes et des filles en Afrique francophone.

L'introduction de Voix EssentiELLES au Bénin met un accent particulier sur la voix, la prise de décision et le leadership des femmes, des éléments clés de leur autonomisation. L'objectif est de garantir une participation significative des femmes et des filles dans toutes les sphères de prise de décision.

En assurant une inclusion effective des femmes et des filles dans toute leur diversité, Voix EssentiELLES s'attache à influencer positivement les politiques et programmes de santé en Afrique de l'Ouest et du Centre a rappelé Marielle Montcho.

Un programme pour l'autonomisation et la prise de décision des femmes

Les organisations et réseaux locaux impliqués dans cette deuxième phase ont ensuite présenté leurs thématiques de travail et leurs zones d'intervention. Speak Up Africa collabore avec 15 organisations au Burkina Faso, 12 en Côte d'Ivoire et 10 au Bénin, en partenariat avec des réseaux médiatiques comme le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN).

Au Bénin, une dizaine d'organisations bénéficient du programme, parmi lesquelles : ROAJELF, FADEC ONG, ICONE 360, Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement, Réseau des Féministes du Bénin, Fondation Reine Hangbé, Bénin Women Alumni Association, Fondation de la Reine Natabou de Toviklin, et bien d'autres.

×

"Ces organisations vont travailler d'arrache pied pour mettre en place des plaidoyers efficaces qui visent à obtenir soit des lignes budgetaires, soit des changements de politique au niveau local et national pour l'amélioration de l'accès au service de santé pour les femmes dans leurs communautés" a laissé entendre Christiane Yelibi, Coordonnatrice Voix Essentielles.

Tout en saluant les projets portés par les bénéficiaires, Dr Odjè Adeichan, secrétaire permanent de l'instance Nationale de Coordination des Ressources du Fonds Mondial a invité à une gestion transparente des ressources à allouer.

Victorine Kemonou Djitrinou, Présidente de la Fondation Reine Hangbe se réjouit de l'appui de Speak Up Africa pour relever le défi des droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dan la ville de Porto-Novo.

Comme elle, sa majesté Adjignon Natabou, Présidente de la Fondation Reine Adjignon Natabou est convaincue que l'accompagnement de l'initiative Voix Essentielles permettra de conduire une communication stratégique pour la lutte contre le paludisme dans la zone sanitaire Klouekanme-Toviklin — Lalo avec l'implication des leaders religieux et traditionnels.

La Présidente du Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin, He Djamilatou Sabi Mohamed, et l'Honorable Aké Natondé ont exprimé leur enthousiasme quant à la participation du Bénin à ce programme, soulignant l'implication des parlementaires béninois dans la réussite de Voix Essentielles.

Rappelons que depuis 2021, Voix Essentielles a permis à plus d'une vingtaine d'organisations et de réseaux locaux de femmes et de filles Burkina Faso, au Sénégal et en Côte d'Ivoire de jouer un rôle actif dans le changement des paradigmes sociaux.

Mahougnon Josué Tchagnonsi

Journée Internationale de la Femme 2025 : La PASCiB

engagée au renforcement des droits, de l'égalité et de l'autonomie de la femme et de la fille

À l'occasion de la Journée Internationale de la Femme 2025, sous le thème retenu par l'ONU, « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB) réaffirme son engagement à promouvoir les droits humains, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Ce thème, en phase avec les actions entreprises par le programme Benkadi, souligne l'importance de l'égalité entre les sexes pour aller vers un avenir durable et résilient face aux défis mondiaux actuels, en particulier ceux liés aux changements climatiques.

×

Le nom « Benkadi » que porte le programme vient de la langue bambara et signifie « travailler ensemble dans la même direction ». Ce nom « Benkadi » est également celui du consortium de mise en œuvre du programme, formé par quatre (4) plateformes d'organisations de la société civile (OSC) ouest africaines que sont : la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) au Burkina-Faso, la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI) en Côte d'Ivoire et le Secrétariat de Concertation des ONG nationales du Mali (SECO-ONG).

Le programme Benkadi, qui bénéficie de l'appui technique de l'ONG néerlandaise Woord en Daad et celui financier du Ministère des Affaires Étrangères (MoFa) du Royaume des Pays Bas, est un programme de plaidoyer et d'influence des politiques publiques en faveur des groupes vulnérables (femmes, jeunes et personnes handicapées) dans le domaine agricole et de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Cette déclaration révèle quelques acquis du programme en lien avec le thème retenu pour cette année et appelle à des actions plus soutenues dans la poursuite des efforts que la PASCiB effectue avec l'appui de ses partenaires.

1. Acquis du Programme Benkadi et leur impact sur les femmes et les filles

Le programme Benkadi, lancé en 2021, met l'accent sur la résilience des communautés vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques, avec une attention particulière pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Ce programme a permis de :

- Renforcer le rôle des femmes dans l'adaptation au changement climatique : Grâce à des actions de sensibilisation, de formation et de plaidoyer, les femmes ont acquis une meilleure compréhension des enjeux climatiques et ont participé activement aux décisions locales, notamment en ce qui concerne les Plans de Développement Communal (PDC) de 4ème génération.
- Promouvoir l'autonomisation économique des femmes : À travers des projets innovants comme la transformation de la jacinthe d'eau en biofertilisants et biopesticides, les femmes maraîchères ont, non seulement, renforcé leur résilience face au changement climatique, mais ont également bénéficié de nouvelles opportunités économiques, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à la durabilité de leurs communautés.
- Soutenir les femmes dans la gestion des ressources naturelles : le programme Benkadi a facilité l'accès des femmes à des terres agricoles pour la production et le

reboisement, tout en les élevant au rang d'actrices clés dans la gestion durable des écosystèmes, en particulier dans les réserves des biosphères du Mono et de l'Ouémé.

 Approche Genre et Inclusion dans les Changements Climatiques

Les femmes, en particulier celles vivant en milieu rural, sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Leur dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, leur accès limité à la terre, à l'eau et à l'énergie, exacerbent leur précarité face à ces phénomènes.

La PASCiB, à travers le programme Benkadi, intègre la dimension genre et inclusion dans ses actions d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique, en veillant à ce que les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des personnes handicapées soient pris en compte dans les politiques climatiques. Cette approche de résilience et centrée sur l'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE) contribue à l'autonomisation des femmes en leur fournissant les outils nécessaires pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de vie.

■ Objectifs et Engagement pour 2025

À l'occasion de la JIF 2025, la PASCiB, par le biais du programme Benkadi, réaffirme son engagement à :

■ Promouvoir l'égalité des sexes dans la lutte contre le changement climatique :

Nous appelons les autorités, tant locales que nationales, à prendre des mesures concrètes pour intégrer la dimension genre dans les politiques de développement durable et dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

■ Valoriser les actions entreprises par les femmes :

En tant que piliers de la résilience face aux changements climatiques, les femmes doivent être reconnues et soutenues pour leurs contributions essentielles à la durabilité des communautés.

■ Encourager l'inclusion des femmes et des filles dans les processus décisionnels : Leur participation active à la gestion des ressources naturelles, à la mise en œuvre des Plan de Développement Communal (PDC) et à la définition des stratégies climatiques est cruciale pour garantir l'égalité des chances et l'autonomisation.

4. Appel à l'Action

La PASCiB appelle les gouvernements, les organisations de la société civile, le secteur privé, et toutes les parties prenantes à :

- Renforcer l'accès des femmes aux ressources, aux services et aux opportunités économiques, en particulier dans les secteurs les plus affectés par le changement climatique tels que l'agriculture et les ressources en eau.
- Promouvoir l'éducation et la formation sur les droits des femmes et l'adaptation aux changements climatiques, en intégrant une approche genre dans les programmes et les projets de développement.
- Développer des partenariats stratégiques pour multiplier les impacts du programme Benkadi et d'autres initiatives similaires en vue de renforcer la résilience des communautés vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

La PASCiB réaffirme son engagement à poursuivre ses efforts pour garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, en intégrant ces objectifs dans la lutte contre les effets du changement climatique.

À l'occasion de cette Journée Internationale de la Femme 2025, nous réaffirmons que l'égalité des sexes est un impératif pour la construction d'un avenir durable, juste et équitable pour tous.

Nous appelons les autorités et les acteurs de la société civile à poursuivre le travail entamé et à unir leurs forces pour créer un environnement propice à l'épanouissement de toutes les femmes et de toutes les filles.

La PASCiB, à travers son programme Benkadi, continue de soutenir l'engagement de chaque femme et de chaque fille pour un avenir plus juste et résilient face aux défis climatiques.

Femmes et prise de décision : Voix Essentielles étend son action au Bénin et au Togo

Dans le cadre de la Journée internationale des femmes 2025, Speak Up Africa réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest à travers le projet Voix Essentielles. Une rencontre virtuelle a réuni des expertes et militantes avec des journalistes sur l'importance du plaidoyer et du leadership féminin. Avec l'élargissement du projet Voix Essentielles au Bénin et au Togo, Speak Up Africa se veut renforcer l'impact des organisations communautaires et d'accroître la participation des femmes dans les espaces de décision.

En prélude à la journée internationale de la femme célébrée le 8 mars, une importante rencontre virtuelle a regroupé une centaine de journalistes du REMAPSEN autour de Mme Awa Yanogo, chargée de plaidoyer à Speak Up Africa, Mme Cécile Konan, présidente de l'Union nationale des femmes handicapées de Côte d'Ivoire, Mme Armanda Sawadogo, secrétaire générale de l'Association de soutien aux enfants et femmes vulnérables au Burkina Faso et Mme Fatimata Sy, présidente de l'Association sénégalaise pour l'avenir de la femme et de l'enfant. Ces panélistes ont entretenu les journalistes sur le thème : Plaidoyer et changement social, amplifier les initiatives locales pour un impact durable.

Chacune des intervenantes a amplement expliqué les activités menées dans sa structure, les résultats enregistrés ainsi que les difficultés rencontrées. C'est dans cet esprit que Mme Awa Yanogo, chargée de plaidoyer à Speak Up Africa, s'est beaucoup appesantie sur le projet Voix Essentielles, les raisons de sa création, les résultats enregistrés et les perspectives de ce projet qui œuvre aujourd'hui dans cinq pays africains. Ce projet est mis en œuvre par Speak Up Africa, une organisation à but non lucratif de communication stratégique et de plaidoyer, en partenariat avec la Fondation CHANEL.

Donnant les raisons de la création de Voix Essentielles, Mme Awa Yanogo a affirmé dans sa présentation que : « Malgré leurs contributions significatives à l'économie africaine, les femmes ont un accès limité aux opportunités dans divers aspects de la vie. La voix, la prise de décision et le leadership sont des facteurs essentiels pour l'autonomisation des femmes. Ces facteurs, selon elle, garantissent que les femmes peuvent exprimer leurs préférences, leurs demandes, leurs points de vue et leurs intérêts et qu'elles peuvent accéder aux postes de décision.»

Elle a rappelé que la phase 1 du projet Voix Essentielles, lancée en juillet 2021 au Sénégal, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, a mobilisé 38 organisations à base communautaire (OCBs) dans le secteur de la santé, qui ont reçu un soutien technique et financier. « L'objectif principal visait à renforcer les politiques et les programmes qui soutiennent la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles et à investir dans la réduction des inégalités en matière de santé et des disparités liées au genre et à l'âge.»

Elle a ajouté que les organisations de la société civile participantes ont pu bénéficier d'une assistance financière dédiée à l'engagement significatif et d'une assistance technique, fournie par l'Université de l'Excellence, sous la forme d'un renforcement des capacités sur mesure des organisations bénéficiaires et d'un programme de leadership ouvert à toutes les organisations communautaires partenaires.

*« Ces organisations ont pu renforcer leurs compétences en leadership, en plaidoyer et en communication afin d'amplifier l'impact de leurs activités communautaires. Cette phase a aussi vu la création de réseaux dirigés par des femmes dans chaque pays et l'établissement de feuilles de route qui ont permis la mise en place d'un plaidoyer pour influencer positivement les plateformes de prise de décision. *»

Ce qui a permis aux femmes d'avancer à grands pas dans le domaine du dialogue national, d'intégrer des instances de décisions publiques et de bénéficier de formations diverses, notamment en matière de leadership.

Eu égard aux résultats enregistrés, la phase 2 du projet (2024-2027) a été étendue à deux nouveaux pays, le Togo et le Bénin. L'objectif, selon Mme Awa Yanogo, est « de transformer les normes sociales et culturelles, lutter contre les lois, politiques et pratiques discriminatoires qui contribuent aux inégalités entre les sexes et augmentent la vulnérabilité des femmes et des filles aux maladies.»

Elle a expliqué que « cet appui consistera à identifier 10 organisations communautaires de base dans chacun de ces pays

afin de soutenir leurs efforts de plaidoyer autour de l'accès des femmes et des filles aux espaces de décision et l'amélioration de leurs conditions de vie.»

L'objectif, selon la chargée de plaidoyer de Speak Up Africa, est de renforcer la capacité de ces OCBs à relever efficacement les défis liés à la santé, notamment le VIH, la violence basée sur le genre (VBG), la tuberculose (TB), la santé sexuelle et reproductive (SSR), le paludisme, le changement climatique et la vaccination, et à faciliter l'intégration des femmes dans les espaces de décisions publiques et sanitaires.

Ainsi, « chaque organisation sélectionnée pourra accéder à un financement d'un maximum de 9.000.000 F CFA sur la base d'un plan d'action de plaidoyer et de renforcement des capacités. Ce financement pourra être utilisé pour la réalisation d'activités durant l'année calendaire 2025, renouvelable une fois pour l'année 2026.» Il faut rappeler que l'initiative Voix Essentielles vise à fournir un soutien significatif aux organisations de femmes et de filles œuvrant au niveau communautaire en Afrique francophone de l'Ouest.

Journée mondiale de la femme : l'urgence d'agir pour les femmes et les filles face au VIH/SIDA en Afrique de

l'Ouest et du Centre

Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation

Le 8 mars est une journée de célébration, mais aussi de mobilisation. Alors que nous rendons hommage aux contributions des femmes à nos sociétés, nous devons impérativement rappeler une réalité alarmante : en Afrique de l'Ouest et du Centre, le VIH/SIDA continue de toucher de manière disproportionnée les femmes et les filles.

×

Par Mme Berthilde Gahongayiré, Directrice Régionale ONUSIDA Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les chiffres sont préoccupants. Dans cette région, les jeunes femmes et les adolescentes représentent près de 60 % des nouvelles infections au VIH. Les inégalités de genre, la pauvreté, la violence basée sur le genre (accentué par les conflits dans notre région et les changement climatiques) et l'accès limité aux services de santé accentuent leur vulnérabilité. Trop souvent, elles n'ont pas le pouvoir de négocier des relations sexuelles sécurisées, d'accéder aux services de prévention ou de poursuivre un traitement sans crainte de stigmatisation et de discrimination.

×

Mme Arlette Mvondo, Représentante ONUFEMMES, Dakar, Sénégal. La Journée internationale des droits des femmes est une occasion de revendiquer des actions concrètes adaptées aux réalités de l'Afrique de l'Ouest et du Centre :

1. Accélérer l'accès à la prévention et aux soins : Les moyens outils de prévention comme la prophylaxie préexposition (PrEP) doivent être accessibles à toutes les femmes et les filles qui en ont besoin. L'intégration du dépistage et du traitement du VIH dans les services de

- santé sexuelle et reproductive est essentielle pour renforcer la riposte.
- 2. Lutter contre les violences faites aux femmes : La violence basée sur le genre, y compris les mariages précoces et forcés, est une des causes majeures de l'exposition des jeunes filles au VIH. Il est urgent de renforcer les lois et les mécanismes de protection pour garantir la sécurité et les droits des femmes et des filles.
- 3. Investir dans l'éducation et l'autonomisation : En Afrique de l'Ouest et du Centre, des millions de filles sont déscolarisées, limitant ainsi leurs opportunités d'autonomie et augmentant leur vulnérabilité face au VIH. Un accès équitable à une éducation complète sur la sexualité et les droits des femmes est essentiel pour leur permettre de prendre en main leur santé et leur avenir.
- 4. Soutenir le leadership féminin : Les femmes vivant avec le VIH doivent être au centre des décisions qui les concernent. Leur voix, leur expérience et leur résilience sont indispensables pour une réponse efficace et inclusive.
- 5. Mobilisation de ressources dans le but de maintenir les acquis en matière de prévention et de traitement du VIH: la situation actuelle du financement de la santé appelle à plus de progrès dans le financement domestique pour la lutte contre le VHI en général et la féminisation du VIH en particulier.

Ce 8 mars, engageons-nous à renforcer la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation. L'égalité ne sera réelle que lorsque la santé et les droits de toutes seront une priorité absolue.

Condensé de l'actualité du Dimanche 2 Mars 2025

Ami(e)s auditrices et auditeurs, nous sommes ravis de vous retrouver pour ce nouveau numéro du point de l'actualité sanitaire et environnementale. Voici les sujets qui y sont abordés.



Aménagement urbain au Bénin : 21 communes bientôt dotées de plan directeur d'urbanisme

Plan d'action pour le Climat : la plupart des pays n'ont pas soumis leur nouvelle feuille de route

La BAD et le Fonds pour la lutte contre la pandémie signent un accord visant à mobiliser des ressources pour la préparation aux pandémies

Le directeur général de l'OMS annonce que le mpox demeure une urgence de santé publique de portée internationale

À écouter ici